



L'Autonomisation des Femmes Dans L'agriculture et les Résultats Nutritionnels des Enfants dans les Zones Rurales du Burkina Faso

*P. Rita Nikiema et
M. Kenneth C. Kponou*

Août 2021 / No.770

Résumé

Dans les pays en développement, les femmes jouent un rôle important à la fois en tant que productrices de principales cultures vivrières et dans l'amélioration de la nutrition des ménages. Ce document de recherche vise à évaluer l'effet de l'amélioration de l'autonomisation des femmes sur l'état nutritionnel des enfants dans les zones rurales du Burkina Faso. Sur la base des données de l'enquête multisectorielle continue (EMC) de 2014, le document utilise des variables telles que le contrôle des revenus, l'accès à la terre, l'autonomie dans les décisions de production, l'accès au crédit et l'appartenance à un groupe social

pour calculer un indice composite de l'autonomisation des femmes. Tenant compte de l'endogénéité potentielle de l'autonomisation, l'étude adopte une approche à double estimation qui, premièrement, utilise l'autonomisation moyenne par strate et, deuxièmement, applique une variable instrumentale. Les résultats montrent un faible niveau de base d'autonomisation des femmes dans les zones rurales, mais une amélioration de l'autonomisation a une corrélation relativement élevée et positive avec les résultats nutritionnels des enfants. L'étude suggère que l'amélioration des composantes de l'autonomisation des femmes se traduira par des gains significatifs dans les résultats nutritionnels des enfants dans les ménages ruraux.

Introduction

Les politiques visant à améliorer le statut des femmes et à réduire les inégalités devraient améliorer non seulement le bien-être des femmes, mais aussi celui de leurs enfants. Étant donné que les femmes sont généralement chargées de s'occuper des enfants, elles ont une plus grande responsabilité et un plus grand rôle dans leur état nutritionnel (Malapit et Quisumbing, 2014). Les femmes représentent près des deux tiers de la main-d'œuvre agricole et produisent la plupart des aliments en Afrique. Cependant, des études ont montré que les femmes ne possèdent qu'environ 2 % des terres du monde, soit 15 % des terres en Afrique subsaharienne (Doss et al., 2013). Ces chiffres montrent que les femmes ont encore un accès inégal à la terre par rapport aux hommes. Cela constitue un obstacle, notamment dans les zones où l'agriculture est l'activité principale. Comme elles ne sont souvent pas propriétaires des terres agricoles, les femmes dans les zones de production agricole sont limitées dans leurs décisions de production ; il existe une forte corrélation dans de nombreuses sociétés entre le pouvoir de décision d'un individu et la quantité et la qualité des droits de propriété détenus par cet individu (FAO, 2002).

Historiquement, la terre est considérée comme la principale source de richesse, de statut social et de pouvoir. Elle est la base de la protection, de la nutrition et de l'activité économique, la source la plus importante d'opportunités d'emploi dans les zones rurales, et une ressource de plus en plus rare dans les zones urbaines (FAO, 2002). Par conséquent, le manque de pouvoir des femmes sur la terre entraîne indirectement une perte de ressources dans l'utilisation des terres. L'investissement dans l'agriculture est généralement considéré comme une opportunité importante pour réduire la malnutrition (Webb, 2013). En définitive, une meilleure intégration des femmes dans l'agriculture pourrait avoir des effets bénéfiques sur la disponibilité des aliments et donc améliorer la nutrition au niveau des ménages. En effet, la participation des femmes à l'agriculture a le potentiel d'aider à leur transférer le contrôle des ressources du ménage, qui sont alors plus susceptibles d'être dirigées vers l'alimentation et les soins des enfants (UNICEF, 2019). Selon Doss (2011), il est prouvé que si les femmes détenaient des terres dans les mêmes proportions que

les hommes, elles feraient autant que ces derniers en termes de production. Mais souvent, elles n'ont pas accès aux intrants essentiels tels que la terre, le crédit, les engrais, les nouvelles technologies et d'autres ressources. En conséquence, elles sont limitées dans leur production agricole, ce qui réduit la disponibilité nutritionnelle pour la famille. Au Burkina Faso, la productivité agricole des femmes est de 20 % à 40 % inférieure à celle des hommes, et ces différences sont principalement dues à une moindre utilisation des intrants productifs (Udry, 1996).

Dans la littérature, quatre grands domaines sont identifiés comme les principales voies par lesquelles l'agriculture peut influencer la nutrition (Carletto et al., 2015 ; Webb, 2013 ; Hawkes et Ruel, 2008). Ces grands domaines sont : (i) les prix des denrées alimentaires, (ii) les revenus de l'agriculture, (iii) la consommation de sa propre production, et (iv) les facteurs liés au genre. Pour les auteurs, ces derniers comprennent des questions telles que le statut social des femmes et leur autonomisation dans l'agriculture, le temps dont elles disposent, ainsi que leur état de santé et leur état nutritionnel, qui peuvent tous être à la fois influencés par leur rôle dans l'agriculture et affecter leur productivité dans l'agriculture et leur capacité à prendre soin de leur famille et en particulier de leurs jeunes enfants. De même, pour certains auteurs, l'autonomisation des femmes est l'un des moyens par lesquels l'agriculture a un impact sur la nutrition (Heckert et al., 2019 ; Ruel et Alderman, 2013). Cet article se concentre sur la façon dont l'autonomisation des femmes dans les activités agricoles pourrait améliorer les résultats de la nutrition des enfants dans les ménages ruraux. Il fournit ensuite des preuves empiriques de l'effet de l'autonomisation sur les résultats de la nutrition des enfants dans les ménages agricoles au Burkina Faso.

Selon Herforth et al. (2012), le fardeau de la malnutrition est triple. Le premier est le manque d'énergie et de protéines dans l'alimentation qui entraîne la famine, la réduction des capacités d'apprentissage, la maladie et la mort prématurée. Le deuxième est la carence en micronutriments entraînant des déficits, des déficiences physiques et cognitives, l'anémie, la cécité et une faible résistance à divers risques sanitaires. Le dernier aspect est l'excès d'énergie dans les régimes alimentaires, qui entraîne le surpoids, l'obésité et les maladies chroniques. La malnutrition reste un aspect important des problèmes de santé publique et un facteur majeur de la réduction de la croissance économique, des différentiels de pauvreté et de l'explication des taux élevés de morbidité et de mortalité dans les pays en développement (Pelletier et al., 1995). On estime que la malnutrition est responsable de plus d'un cinquième de la charge mondiale de morbidité chez les enfants de moins de cinq ans (Bhutta et al., 2010 ; Black et al., 2008) et de 45 % des 5,9 millions de décès d'enfants de moins de cinq ans en 2015 (OMS, 2016). La malnutrition peut également nuire aux perspectives économiques d'un enfant et, par conséquent, à un développement socioéconomique plus large, et ce de plusieurs manières (UNICEF, 2019.)

Des études ont montré que la réduction de l'inégalité entre les sexes constitue une avancée significative pour résoudre le problème de la famine et améliorer la nutrition des enfants (Njuki et al., 2016). La raison en est que les femmes ayant un meilleur statut décisionnel sont plus susceptibles de mieux manger elles-mêmes et donc de mieux s'occuper de leurs enfants en leur donnant une alimentation de meilleure qualité. L'autonomisation des femmes, notamment leur autonomisation dans les activités agricoles, peut donc être utilisée comme un catalyseur dans la réduction de la malnutrition infantile. Ainsi, l'autonomisation des femmes est considérée comme cruciale pour améliorer les résultats nutritionnels (Malapit et Quisumbing, 2015; Malapit et al., 2015; Van den Bold et al., 2013 ; Bhagowalia et al., 2012). Pour Van den Bold et al. (2013), les études utilisant des mesures directes et indirectes de l'autonomisation des femmes ont largement démontré l'importance du lien entre les dimensions de l'autonomisation des femmes et leur propre nutrition ainsi que celle de leurs enfants

De même, Bhagowalia et al. (2012) ont constaté qu'au Bangladesh, il existe un lien positif entre la participation des femmes à la prise de décision, leur mobilité, leur liberté de mouvement et leur attitude face à la violence domestique, et la prévalence du retard de croissance et la diversité alimentaire minimale. Dans le cas de l'Éthiopie, Fafchamps et al. (2009) ont constaté des effets positifs du pouvoir de négociation des femmes sur la nutrition et l'éducation des enfants. En Inde, Shroff et al. (2011) ont constaté que les mesures de l'autonomie maternelle (telles que l'autonomie financière, la participation à la prise de décision au sein du ménage, l'acceptation de la violence domestique et la liberté de mouvement) étaient associées à des résultats positifs en matière d'alimentation et de croissance des nourrissons. Deininger, Goyal et Nagarajan (2013) montrent que l'amélioration de la probabilité pour les femmes d'hériter des terres améliore les résultats socioéconomiques de leurs enfants en Inde. En se concentrant sur les droits d'héritage des femmes, les auteurs montrent que des relations systématiques entre la possession d'actifs par les femmes et les résultats socioéconomiques peuvent émerger en raison de différences systématiques dans les préférences entre les hommes et les femmes. En effet, les résultats des auteurs indiquent une augmentation robuste du niveau d'éducation des filles, suggérant un canal alternatif de transfert de richesse qui pourrait influencer la consommation des ménages.

La question de la bonne nutrition est liée à d'autres facteurs tels que le statut de pauvreté des ménages et les questions de prise de décision. Dans le cas de la pauvreté, le niveau de revenu des ménages est principalement en cause. Dans les zones rurales, spécifiquement, la principale source de revenus reste les activités agricoles. À ce titre, il s'agit d'examiner comment le revenu agricole peut affecter l'état nutritionnel du ménage et notamment celui des enfants. Cependant, la seule prise en compte du revenu ne suffit pas à saisir la complexité du problème, car une personne peut avoir un revenu important, mais en faire un mauvais usage. Comme en témoigne le triple

fardeau de la malnutrition dans de nombreux pays, le revenu peut également être utilisé pour acheter des aliments transformés, contribuant ainsi à la malnutrition et au surpoids ou à l'obésité en raison du coût élevé des aliments sains ou du manque de sensibilisation des consommateurs à l'importance d'une bonne alimentation (Ecker, 2019). C'est là que la prise de décision entre en jeu.

Des études ont montré qu'une amélioration du pouvoir de décision des femmes s'accompagne d'une allocation plus favorable des ressources du ménage au profit des enfants (Smith et al., 2003 ; Seebens, 2011 ; Bhagowalia et al., 2012 ; Nordman et Sharma, 2016). Pandey et al. (2016) rapportent que l'autonomisation des femmes et leurs connaissances alimentaires jouent un rôle crucial dans l'établissement de la relation entre l'agriculture et l'état nutritionnel. Des études montrent que les femmes accordent une plus grande valeur aux besoins de la famille ou au bien-être des enfants et y consacrent donc une part plus importante de leurs ressources, ce qui signifie que la mesure dans laquelle les femmes ont le contrôle des actifs affectera les résultats de la négociation intra-ménage (Behrman, 1990 ; Strauss et al., 2000). Dans des pays comme le Cameroun, l'Inde, le Kenya, le Malawi et la République Dominicaine, on a constaté que les femmes consacrent systématiquement une plus grande proportion de leurs revenus aux besoins de la famille que les hommes (Strauss et al., 2000). En outre, si les mères contrôlent une plus grande proportion des ressources familiales, les enfants ont tendance à mieux s'en sortir (Thomas, 1990). En Afrique du Sud, par exemple, les pensions perçues par les femmes plutôt que par les hommes ont affecté le statut anthropométrique des filles (Duflo, 2003). Par conséquent, l'analyse de la nutrition des enfants est simultanément liée au niveau de revenu et à la répartition des pouvoirs de décision dans le ménage.

Autonomisation des femmes, politiques de nutrition et agriculture

L'agriculture au Burkina Faso emploie plus de 80 % de la population et contribue à 30 % du PIB (PSSAR, 2017). Malgré cela, le pays fait face à des crises alimentaires récurrentes et à une insécurité alimentaire permanente. Comme dans la plupart des pays en développement, les causes des crises alimentaires sont à la fois structurelles et conjoncturelles (Destombes, 2003). Par ailleurs, la pauvreté est la principale cause d'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. En 2014, la pauvreté touchait 40,1 % de la population du Burkina Faso, avec une incidence de 47,5 % en milieu rural (INSD, 2016). Le ménage pauvre type au Burkina Faso vit en zone rurale, est employé dans une exploitation agricole, n'a pas ou peu d'éducation formelle, et a plus de six enfants. La structure des revenus du ménage est dominée par la production végétale (67 %), suivie par l'élevage (31 %) (PNDES, 2016). L'agriculture fournit 61,5 % du revenu monétaire des ménages agricoles (FIDA, 2019).

En analysant le paysage des politiques de nutrition au Burkina Faso, Vanderkooy et al. (2019) constatent que la plupart des politiques, dans presque tous les domaines d'action, incluent la nutrition dans leurs objectifs généraux et/ou spécifiques. Les auteurs ont fait état de seize politiques nationales pertinentes pour la nutrition actuellement utilisées dans le pays. La nutrition figure en bonne place dans les politiques de nutrition, de santé et d'agriculture/sécurité alimentaire. Ainsi, toutes ces politiques soulignent l'importance de la coordination multisectorielle (Vanderkooy et al., 2019).

Dans le cadre de ses plans de développement, le gouvernement a mis en œuvre plusieurs politiques, stratégies et programmes liés à l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Il s'agit notamment du : Plan national de développement sanitaire (PNDS 2011-2020) ; Plan stratégique multisectoriel de nutrition (PSMN 2017-2020) ; Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN 2013-2025) ; Politique nationale de nutrition (PNN 2007, PNN 2016) ; Programme d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'agriculture durable et à la résilience au Burkina Faso (PASANAD 2017-2021) ; et Projet d'intensification agricole durable pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burkina Faso (PIDASAN 2018-2021).

Pour relever le défi de l'insécurité alimentaire récurrente, au niveau national, le pays a adopté et mis en œuvre la politique nationale de nutrition (PNN) en 2007, qui a été révisée en 2016. La politique nationale de nutrition (PNN) énonce les activités requises sensibles à la nutrition dans l'agriculture, notamment l'irrigation à petite échelle, l'éducation nutritionnelle, la culture de légumineuses nutritives et l'autonomisation des femmes et de leurs organisations par l'accès à la terre et aux équipements de transformation (FIDA 2019). Le PNN a permis au pays de faire des progrès significatifs dans la réduction de la malnutrition en 2009 avec la mise en place d'un système de suivi de la situation nutritionnelle à travers une enquête nutritionnelle nationale (ENN) régulière, appelée « enquête rapide d'évaluation de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans »¹ En effet, selon l'ENN 2019, la prévalence de la malnutrition aiguë (émaciation ou maigreur) a diminué, de 11,3 % en 2009 à 8,5 % en 2018, et la malnutrition chronique (retard de croissance ou insuffisance pondérale) est passée de 35,1 % en 2009 à 25 % en 2018. Quant à l'insuffisance pondérale, la prévalence nationale a diminué de 26 % en 2009 à 17 % en 2018 (MoH, 2020).

Si la prise en charge de la malnutrition aiguë ou émaciation (sévère et modérée) a été une priorité pour le PNN, la prévention de la malnutrition chronique ou retard de croissance a toujours été un défi pour le Burkina Faso. En 2013, le pays a adopté une politique complémentaire appelée Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN), qui vise à atteindre une sécurité alimentaire et nutritionnelle

1 L'enquête est menée selon la méthodologie SMART : Suivi et évaluation normalisés des secours et de la transition. (*Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition*).

durable à l'horizon 2025 (PNSAN, 2013). Dans la lignée de la PNN, la PNSAN vise à contribuer à la lutte contre la malnutrition en général et, plus spécifiquement, contre la malnutrition chronique. L'objectif global est de garantir l'accès équitable de tous, à tout moment, à une alimentation suffisante et à une nourriture équilibrée et saine, et de contribuer à la réduction de la pauvreté, à la paix sociale et au développement rural durable (FIDA, 2019).

La malnutrition, spécifiquement la malnutrition chronique dans un contexte de crises alimentaires récurrentes, est aggravée par les aléas climatiques obligeant souvent le pays à solliciter l'aide des partenaires au développement, des organisations de la société civile et des acteurs humanitaires. Ainsi, le Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, à l'Agriculture Durable et à la Résilience au Burkina Faso (PASANAD) a été mis en place pour la période 2017-2021 sous forme d'appui budgétaire sectoriel et de projets ponctuels visant à améliorer les pratiques nutritionnelles des ménages pauvres à travers un plan stratégique national d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE).² Cela se traduirait par des actions et des investissements en faveur de l'agriculture irriguée, du petit élevage, de l'éducation nutritionnelle et de la fourniture d'intrants nutritionnels locaux, notamment pour améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des ménages vulnérables. L'objectif global du PASANAD est de contribuer à la réduction de la pauvreté au Burkina Faso, par l'amélioration de la gouvernance dans le domaine alimentaire, la sécurité nutritionnelle et le renforcement de la résilience.

Outre les politiques liées à la nutrition, le gouvernement du Burkina Faso a mis en œuvre un programme de réduction de la pauvreté avec l'appui de la Banque mondiale : le projet de filet de sécurité sociale du Burkina Faso.³ Ce programme est destiné aux ménages pauvres qui bénéficient de transferts directs en espèces dans les régions où les taux de pauvreté chronique, de malnutrition et d'insécurité alimentaire sont les plus élevés. Le projet est conçu pour aider le pays à œuvrer pour un développement économique plus inclusif qui ne laisse pas les pauvres pour compte. Avec une moyenne de près de huit membres dans un ménage rural, environ 316 000 personnes bénéficieraient directement du projet dans les régions de l'Est, du Nord et du Centre-Est.

Au niveau international, le Burkina Faso a rejoint en 2011 le mouvement 'renforcement de la nutrition' (*Scaling Up Nutrition*[SUN]), qui repose sur le principe du droit à l'alimentation et à une bonne nutrition pour tous. Créé pour mettre fin à la sous-

2 http://eeas.europa.eu/delegations/burkina_faso/index_fr.htm, consulté le 28 décembre 2017.

3 La Banque mondiale soutient un nouveau système de filet de sécurité au Burkina Faso, à l'adresse suivante <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2014/04/23/world-bank-safety-net-systemburkina-faso>, consulté le 23 février 2021.

nutrition mondiale à la suite de la crise alimentaire de 2008, SUN est un mouvement mondial comprenant 60 pays du monde entier qui cherchent à mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes. SUN, lancé en 2010 comme un mouvement unique en son genre selon ses fondateurs (43 pays dans le monde), unit les gens dans un effort collectif pour améliorer la nutrition et s'engage à comprendre qu'une bonne nutrition est le meilleur investissement pour l'avenir. Les gouvernements de différents pays fixent des priorités et des plans qui sont soutenus par différentes parties prenantes, notamment la société civile, les Nations unies, les partenaires du développement, les entreprises commerciales et les chercheurs.⁴ Après avoir rejoint le mouvement SUN en 2011, l'engagement du gouvernement du Burkina Faso à améliorer leur statut nutritionnel s'est traduit par des réformes politiques en profondeur et plusieurs programmes et projets adoptant une approche multisectorielle (Vanderkooy et al., 2019). Ainsi, un plan stratégique multisectoriel de nutrition (2020-25) a été élaboré en 2017 et une politique nationale de sécurité alimentaire (2017-2021) a été entérinée. Afin d'élargir les effectifs nutritionnels pour augmenter les interventions, une politique de recrutement massif de nutritionnistes a été lancée en 2017 avec pour objectif de positionner au moins un nutritionniste dans chaque région (Compaoré et al., 2020). Malgré ces augmentations substantielles, la situation nutritionnelle au Burkina Faso reste préoccupante, car elle demeure un problème de santé publique (Ouédraogo et al., 2020). Selon Ouédraogo et al., 2020 même si le pays a formulé plusieurs bonnes politiques, stratégies et plans, le pays a encore du mal à mettre en œuvre une réponse programmatique efficace pour réduire le fardeau de toutes les formes de malnutrition. Il existe d'énormes lacunes nutritionnelles dans le système alimentaire du Burkina Faso parce que la production agricole n'est pas souvent sensible à la nutrition, car l'agriculture est encore traditionnelle et basée sur l'agriculture de subsistance avec un accent sur les céréales de base (maïs, sorgho, riz et haricots) plutôt que sur la production d'une gamme plus large d'aliments plus diversifiés et plus sains (aliments d'origine animale, fruits, noix et légumes) (Ouédraogo et al., 2020).

Autonomisation des femmes dans l'agriculture

De nombreuses études montrent que les femmes des pays en développement sont désavantagées par rapport aux hommes en termes de droits de propriété foncière (UNECA, 2017 ; FAO, 2010). Les données montrent que dans la plupart des pays africains, et dans environ la moitié des pays asiatiques, les femmes sont désavantagées par les lois statutaires et coutumières concernant l'accès et la propriété des terres et d'autres types de biens (ONU, 2010 ; BAD, 2015). L'écart entre les sexes est particulièrement important en Afrique subsaharienne. Quatre facteurs clés ont été mis en évidence

4 www.ScalingUpNutrition.org

dans des études récentes pour expliquer cet écart : la préférence des hommes pour l'héritage, le privilège des hommes dans le mariage, le parti pris masculin dans les programmes communautaires et la distribution des terres par l'État, et le parti pris des hommes sur le marché foncier (ONU, 2010).

Les inégalités sexospécifiques sont omniprésentes au Burkina Faso (Malik, 2014). En 2014, le Burkina Faso était classé 131 sur 149 pays dans l'indice d'inégalité de genre du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (Malik, 2014), et était classé 147 sur 162 pays en 2019 (PNUD, 2019). Comme de nombreux pays en développement, le Burkina Faso est une société patriarcale et gérontocratique influencée par des contraintes socioculturelles (coutumes, religions, interdits). Le " poids socioculturel de la tradition " serait le plus grand obstacle à l'égalité des sexes en raison du caractère traditionnellement patriarcal de la société burkinabè (Helmfrid, 2004). Les faits suggèrent également que la mise en œuvre des politiques et des lois nationales est entravée au niveau local par des normes et des pratiques socioculturelles profondément enracinées et par un manque de ressources. Néanmoins, les femmes ont le potentiel de participer activement au développement du pays d'une manière qui contribue à changer les règles et traditions établies (The Hunger Project, 2016b).

Les femmes occupent une position secondaire dans la société et sont victimes de discriminations et d'injustices sociales telles que l'excision, le lévirat et le mariage forcé (JICA, 2013 ; Kevane et Wydick, 2001). En raison de l'idéologie patriarcale et des pratiques socioculturelles, les parents donnent la priorité aux fils à tout égard. Ces normes culturelles et sociales créent un climat où les femmes et les filles sont discriminées. L'éducation, la caste, la religion, le statut marital, le revenu familial et les conditions de logement sont les principaux facteurs qui affectent l'autonomisation et le développement des femmes (Kevane et Wydick, 2001). La tradition veut que l'on se marie jeune au Burkina Faso, et les grossesses et les naissances précoces résultant de ces mariages posent de nombreux problèmes, par exemple, pour la santé et l'éducation des femmes, et la promotion de la position socio-économique des femmes. Par ailleurs, la tradition du lévirat, qui veut qu'une veuve épouse le frère de son mari décédé, est encore pratiquée dans les zones rurales. Il est reconnu que la division entre le travail des hommes et celui des femmes est un concept profondément ancré dans la société burkinabè (JICA, 2013).

Dans de nombreux systèmes traditionnels en Afrique, les femmes n'ont souvent qu'un accès indirect à la terre (par exemple, par l'intermédiaire de leur mari, de leurs frères ou de leur père), ce qui signifie qu'elles peuvent accéder à la terre et l'utiliser mais qu'elles n'en ont pas le contrôle, et qu'elles n'ont généralement pas de droits de propriété (UNECA, 2017 ; Kevane et Gray, 1999). Les femmes de l'ouest du Burkina Faso travaillent souvent sur des terres contrôlées par des hommes, mais exercent

rarement un contrôle direct sur leurs terres (uniquement dans des circonstances exceptionnelles). Cependant, alors que les femmes mariées de certains groupes ethniques (par exemple, les Mossi) cultivent des parcelles indépendamment de leurs maris, et exercent un contrôle considérable sur ce qui est planté ainsi que sur les revenus de ces parcelles, les femmes d'autres groupes ethniques, comme les Bwa et les Lobi, ont des droits d'accès moindres, ce qui montre la différence significative entre les groupes ethniques du pays (Kevane et Gray, 1999).

Plusieurs études empiriques ont montré que la redistribution des intrants entre les hommes et les femmes dans le ménage peut potentiellement augmenter la productivité (Kilic et al., 2013 ; Peterman et al., 2010 ; Udry et al., 1995). Il existe également de nombreuses preuves qu'un contrôle maternel accru sur les ressources améliore les résultats des enfants, notamment en matière de nutrition et d'éducation (Quisumbing, 2003 ; Quisumbing et Maluccio, 2003). Cela a été reconnu et reflété dans les discussions tenues aux Nations unies dans le rapport sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Nations unies, 2017). Sraboni et al. (2014) constatent que les améliorations de l'autonomisation des femmes sont positivement associées à la disponibilité calorique et à la diversité alimentaire au sein du ménage. D'où la nécessité de créer des politiques bien ciblées qui aideront les agricultrices à augmenter leurs rendements et à nourrir davantage de personnes souffrant de la faim.

En générale, les femmes représentent la majorité des personnes extrêmement pauvres au Burkina Faso (Helmfrid, 2004), ce qui en fait les plus vulnérables dans les zones rurales. Le ménage pauvre typique au Burkina Faso se trouve dans une zone rurale, ses membres sont employés dans une exploitation agricole et n'ont pas ou peu d'éducation formelle, et le ménage compte plus de six enfants. La structure des revenus des ménages est dominée par la production végétale (PNDES, 2016) et l'agriculture fournit 61,5 % du revenu monétaire de ces ménages (FIDA, 2019). Les deux tiers des aliments produits sont destinés à la consommation directe des ménages, généralement dans le cadre d'une agriculture de subsistance à petite échelle (The Hunger Project, 2016b). Les ménages qui dépendent de la production de cultures vivrières comme principale source de revenus consacrent la plus grande partie de leur budget à l'achat de nourriture par rapport aux ménages dont la principale source de revenus provient d'autres activités de subsistance (Murphy et al., 2017). Par conséquent, le type de moyens de subsistance est un indicateur potentiel de la pauvreté, étant donné que ceux qui dépendent des revenus de la production de cultures de base consacrent la plus grande partie de leurs dépenses mensuelles à la nourriture (75 %) par rapport à ceux qui ont d'autres principaux moyens d'existence (PAM, 2014).

Source des données

Cette recherche a utilisé les données de l'enquête continue multisectorielle (EMC) de 2014 menée par l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso. L'EMC est représentative au niveau national des ménages (agricoles et non-agricoles). Une procédure de stratification en deux étapes a été utilisée comme technique d'échantillonnage pour sélectionner plus de 10 000 ménages dans environ 900 zones de dénombrement dans les 13 régions du pays. L'EMC a recueilli un large éventail d'informations sur les ménages et les individus, notamment les données démographiques des ménages, les dépenses alimentaires et non alimentaires, la sécurité alimentaire, la production agricole (comme le régime foncier, le coût des intrants et des engrais), la situation économique des ménages, la situation professionnelle des personnes de plus de 15 ans, la possession d'actifs, l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), la santé, l'éducation, l'épargne et l'accès au crédit, l'accès aux services sociaux (eau potable et électricité) et des informations anthropométriques sur les enfants de moins de cinq ans. Comme l'autonomisation dans le secteur agricole est mesurée dans cette étude, nous avons restreint notre échantillon aux ménages agricoles des zones rurales où une femme est présente et qui disposent d'informations complètes sur l'anthropométrie des enfants. Cela permet d'éviter une éventuelle classification erronée des individus comme étant autonomes ou non lorsqu'ils n'appartiennent pas à des communautés agricoles (Malapit et al., 2015a).

Conclusion et implications politiques

Cette étude a analysé l'effet de l'autonomisation des femmes sur la nutrition des enfants dans les zones rurales du Burkina Faso. Nous avons supposé qu'une amélioration de l'autonomisation des femmes est bénéfique pour l'état nutritionnel des enfants. Nous avons utilisé les données représentatives au niveau national de l'enquête continue multisectorielle de 2014 pour développer une mesure composite de l'autonomisation et avons exploré deux techniques pour traiter l'endogénéité potentielle de l'autonomisation. Les résultats nutritionnels des enfants ont été mesurés par les données anthropométriques suivantes : z-score de la taille pour l'âge, z-score du poids pour la taille et z-score du poids pour l'âge. Nos résultats montrent que l'autonomisation des femmes a une corrélation positive et élevée avec les résultats nutritionnels des enfants. Alors que les caractéristiques des enfants sont liées à leurs résultats nutritionnels, les caractéristiques des femmes et des ménages sont faiblement corrélées aux résultats nutritionnels. Même dans la littérature, il n'y a pas de consensus sur les variables à inclure dans la mesure de l'autonomisation, mais nos résultats sont convergents avec plusieurs études dans différents contextes socio-économiques.

Nos résultats conduisent à trois recommandations. Premièrement, comme les résultats indiquent que notre mesure de l'autonomisation des femmes est fortement corrélée avec l'état nutritionnel des enfants, nous suggérons que les programmes ciblant l'autonomisation des femmes pourraient être mis en œuvre au niveau communautaire pour atteindre la plupart des femmes. Deuxièmement, les politiques publiques visant à améliorer l'autonomisation devraient être intégrées à des mesures facilitant l'accès des femmes à la terre et aux autres intrants agricoles en actualisant les lois sur la propriété foncière et l'héritage des terres pour les femmes. Il existe des politiques et des lois nationales, mais elles sont entravées au niveau local par des normes et des pratiques ancrées dans la culture et par le manque de ressources. Troisièmement, les politiques devraient garantir l'inclusion financière des femmes en leur offrant un accès facile au crédit par le biais des institutions de microfinance. En outre, des efforts continus doivent être déployés pour promouvoir l'éducation des femmes et des filles, qui doit inclure des cours de nutrition et d'agriculture dans les programmes scolaires et les programmes d'alphabétisation. L'éducation permettra aux femmes et aux filles d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à une bonne nutrition.

Bibliographie

- AfDB (African Development Bank). 2015. "Economic empowerment of African women through equitable participation in agricultural value chains". African Development Bank report, African Development Bank, Abidjan, Côte d'Ivoire.
- Aitatie, H. 2014. *The Role of Women's Status on Children's Nutrition Security in Ethiopia*. Thesis, Addis Ababa University, Department of Economics, Ethiopia.
- Alkire, S., R. Meinzen-Dick, A. Peterman, A. Quisumbing, G. Seymour, and A. Vaz. 2013. "The Women's Empowerment in Agriculture Index". *World Development*, 52: 71–91.
- Ambagna, J.J., G.Q. Kane and A.S. Oyekale. 2012. "Subsistence farming and food security in Cameroon: A macroeconomic approach". *Life Science Journal*, 9(4): 3949–54.
- Arulampalam, W., A. Bhaskar and N. Srivastava. 2016. "Does Greater Autonomy Among Women Provide the Key to Better Child Nutrition?" IZA Discussion Paper No.9781, Institute for the Study of Labor, <http://ftp.iza.org/dp9781.pdf>.
- Badji, M.S. 200. "Analyse de l'évolution des déterminants de la santé nutritionnelle des enfants âgés de moins de cinq ans au Sénégal". *Perspective Afrique*, 2(2–3), Art. 1.
- Bayissa, F.W., J. Smits and R. Ruben. 2018. "The multidimensional nature of women's empowerment: Beyond the economic approach." *Journal of International Development*, 30(4): 661–90, DOI: 10.1002/jid.3268
- Bassolé, L. 2007. "Child Malnutrition in Senegal: Does Access to Public Infrastructure Really Matter? A Quantile Regression Analysis." Job Market Paper. CERDI-CNRS, Université d'Auvergne.
- Behrman, J.R. 1990. "Intrahousehold allocation of nutrients and gender effects: A survey of structural and reduced form estimates". In S.R. Osmani, ed., *Nutrition and Poverty*. Oxford: Oxford University Press.

- Bernstein, J. and D. Wiesmann. 2019. "Global Hunger Index: A closer look at hunger and undernutrition in Burkina Faso. Welthungerhilfe (Bonn) and Concern Worldwide (Dublin). Available at: <https://www.globalhungerindex.org/case-studies/2018-burkina-faso.html>
- Bhagowalia, P., P. Menon, A.R. Quisumbing and V. Soundararajan. 2012. *What Dimensions of Women's Empowerment Matter Most for Child Nutrition? Evidence Using Nationally Representative Data from Bangladesh*. IFPRI Discussion Paper No.1192. International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington D.C.
- Bhutta, Z.A., M. Chopra, H. Axelson, P. Berman, T. Boerma, J. Bryce, et al. 2010. "Countdown to 2015 decade report (2000-10) : taking stock of maternal, newborn, and child survival." *Lancet*, 375:2032–44.
- Black, R.E., L.H. Allen, Z.A. Bhutta et al. 2008. "Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences." *Lancet*, 371: 243–60.
- Branca, F., E. Piwoz, W. Schultink and L.M. Sullivan. 2015. "Nutrition and women's, children's and adolescents' health". *BMJ (Clinical research ed.)*, 351, h4173. <https://doi.org/10.1136/bmj.h4173>.
- Burger, R., F. Booysen, S. van der Berg and M. von Malitz. 2006. *Marketable Wealth in a Poor African Country: Using an Index of Consumer Durables to Investigate Wealth Accumulation by Households in Ghana*. Research Paper No. 2006/138. Helsinki: UNU-WIDER.
- Carletto, G., M. Ruel, P. Winters and A. Zezza. 2015. "Farm-level pathways to improved nutritional status: Introduction to the special issue." *The Journal of Development Studies*, 51:8: 945–57. Available at: <http://dx.doi.org/10.1080/00220388.2015.1018908>
- Compaoré, E., J. Kaboré, M. Ouédraogo, N. Meda and L.C. Sorgho. 2020. "Mobilising innovative financing and domestic resources for nutrition: Progress and challenges in Burkina Faso." *Nutrition Exchange13*, p16. Available at: www.enonline.net/nex/13/burkinafaso
- De Onis, M. and M. Blössner. 1997. "WHO global database on child growth and malnutrition." WHO/NUT/97.4, World Health Organization, Available at: <https://apps.who.int/iris/handle/10665/63750>.
- De Onis M., C. Monteiro, J. Akré and G. Clugston. 1993. "The worldwide magnitude of protein energy malnutrition: An overview from the WHO global database on child growth." *Bulletin of the World Health Organization*, 71: 703–12.
- Deininger, K., A. Goyal, and H. Nagarajan. 2013. "Women's inheritance rights and intergenerational transmission of resources in India." *Journal of Human Resources*, 48(1) : 114–41.
- Destombes, J. 2003. Les causes structurelles de l'insécurité alimentaire chronique en Afrique. Études de cas : Éthiopie, Burkina Faso et Zambie. Rapport, Ministère des affaires étrangères français.
- Doss, C. 2011. "If women hold up half the sky, how much of the world's food do they produce?" ESA Working Paper No.11-04, March 2011, Agricultural Development Economics (ESA), Food and Agriculture Organization (FAO), Rome, Italy.
- Doss, C.R. 2002. "Men's crops? Women's crops? The gender patterns of cropping in Ghana." *World Development*, 30(11): 1987–2000.
- Doss, C., C. Kovarik, A. Peterman, A.R. Quisumbing and M. van den Bold. 2013. *Gender Inequalities in Ownership and Control of Land in Africa: Myths versus Reality*, IFPRI Discussion Paper No. 1308. International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington D.C., USA.

- Duflo, E. 2003. "Grandmothers and granddaughters: Old-age pensions and intrahousehold allocation in South Africa." *World Bank Economic Review*, 17(1) : 1–25.
- Dury, S. and I. Bocoum. 2012. "Le « paradoxe » de Sikasso (Mali): pourquoi « produire plus » ne suffit-il pas pour bien nourrir les enfants des familles d'agriculteurs?" *Cahiers Agricultures*, 21(5): 324–6, DOI: 10.1684/agr.2012.0584
- Ecker, O. 2019. Reshaping agriculture to reduce obesity. In *Agriculture for improved nutrition: Seizing the momentum*. Chapter 8. S. Fan, S. Yosef, and R. Pandya-Lorch, eds., Wallingford, UK: International Food Policy Research Institute (IFPRI) and CABI, Washington D.C., USA. <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/133101>
- Fafchamps, M., B. Kebede and A.R. Quisumbing. 2009. "Intrahousehold welfare in rural Ethiopia." *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 71(4): 567–99.
- FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). 2010. Gender and land rights database. Rome: FAO. Available at: <http://www.fao.org/gender/landrights/en/>
- FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). 2002. "Gender and access to land." Land Tenure Studies 4. Rome: FAO. Available at: <http://www.fao.org/3/a-y4308e.pdf>.
- Gillespie, S. and M. van den Bold. 2017. "Agriculture, foods systems, and nutrition: Meeting the challenge." *Global Challenges*, 1(3): 12p, DOI: 10.1002/gch2.201600002
- Glewwe, P. 1999. "Why does mother's schooling raise child health in developing countries? Evidence from Morocco." *Journal of Human Resources*, 34(1): 124–59.
- Golla, A.M., A. Malhotra, P. Nanda, and R. Mehra. 2011. "Understanding and measuring women's economic empowerment: Definition, framework and indicators." International Centre for Research on Women (ICRW). Available at: <https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2016/10/Understanding-measuring-womens-economic-empowerment.pdf>.
- Griira, H. 2007. "Les déterminants du statut nutritionnel au Matlab : Une analyse empirique." CES Working Paper No. 39, Centre d'Economie de la Sorbonne, September 2007, Paris.
- Haddad, L. 2000. "A conceptual framework for assessing agriculture-nutrition linkages." *Food and Nutrition Bulletin*, 21(4): 367–73. Available at <https://doi.org/10.1177/156482650002100405>
- Handa, S. 1999. "Maternal education and child height." *Economic Development and Cultural Change*, 47(2): 421–39.
- Hawkes, C. and M.T. Ruel. 2008. *From Agriculture to Nutrition: Pathways, Synergies and Outcomes*. Agriculture and Rural Development Notes No. 40. The World Bank, Washington, D.C.
- Hawkes, C. and M. Ruel. 2006. "The links between agriculture and health: An intersectoral opportunity to improve the health and livelihoods of the poor." *Bulletin of the World Health Organization*, 84(12): 984–90.
- Heckert, J., D.K. Olney and M.T. Ruel. 2019. "Is women's empowerment a pathway to improving child nutrition outcomes in a nutrition-sensitive agriculture program? Evidence from a randomized controlled trial in Burkina Faso." *Social Science & Medicine*, 233: 93–102.
- Helmfrid, S. 2004. "Towards gender equality in Burkina Faso: A profile on gender relations." Art. no: SIDA3965en, Department of Policy and Methods, Swedish International Development Cooperation Agency (Sida), Stockholm Sweden.
- Herforth, A., A. Jones, and P. Pinstrip-Andersen. 2012. *Prioritizing Nutrition in Agriculture and Rural Development: Guiding Principles for Operational Investments*. Health, Nutrition and Population (HNP) Discussion Paper No. 74152., The World Bank, Washington D.C.

- Horton S. 1988. "Birth order and child nutritional status: Evidence from the Philippines." *Economic Development and Cultural Change*, 36(2): 341–54.
- Hunt, A., and E. Samman. 2016. "Women's economic empowerment: Navigating enablers and constraints. Development Progress Research Report, Overseas Development Institute (ODI), London. Available at: <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/10683.pdf>
- Iannotti, L.L., M. Robles, H. Pacheco and C. Chiarella. 2012. "Food prices and poverty negatively affect micronutrient intakes in Guatemala." *The Journal of Nutrition*, 142(8): 1568–76.
- Ibrahim, A., S. Tripathi and A. Kumar. 2015. "The effect of women's empowerment on child health status: Study on two developing nations." *International Journal of Scientific and Research Publications*, 5(4): 2250–3153.
- IFAD. 2019. *Burkina Faso Country Strategic Opportunities Programme 2019–2024*. Document EB 2019/126/R.17, The International Fund for Agricultural Development (IFAD), Executive Board — 126th Session Rome, 2-3 May 2019.
- IFPRI (International Food Policy Research Institute). 2012. "Women's Empowerment in Agriculture Index." IFPRI, Poverty and Human Development Initiative (OPHI) & Feed the Future, Washington, D.C.
- INSD. 2016. *Annuaire Statistique 2015*. Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)-Burkina Faso.
- JICA. 2013. "Country gender profile: Burkina Faso". Japan International Cooperation Agency (JICA), Mitsubishi UFJ Research and Consulting, Burkina Faso.
- Kaufmann, S. 2008. "The nutrition situation in Northern Laos – determinants of malnutrition and changes after four years of intensive interventions." PhD thesis. Justus Liebig University Giessen, Faculty of Agricultural Science, Nutritional Science and Environmental Management, Germany.
- Kevane, M. and B. Wydick. 2001. "Social norms and the time allocation of women's labor in Burkina Faso." *Review of Development Economics*, 5(1): 119–29.
- Kevane, M. and L. Gray. 1999. "A woman's field is made at night: Gendered land rights and norms in Burkina Faso." *Feminist Economics*, 5(3): 1–26.
- Kilic, T., A. Palacios-Lopez, and M. Goldstein. 2013. "Caught in a productivity trap: A distributional perspective on gender differences in Malawian agriculture." Policy Research Working Paper No. 6381. Washington, D.C.: World Bank, March 2013.
- Kiresur, V.R., V.P. Melinamani, V.S. Kulkarni, P. Bharati and V.S. Yadav. 2010.
- Lépine, A. and E. Strobl. 2013. "The effect of women's empowerment on child nutrition in rural Senegal." *World Development*, 45(5): 17–30. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2012.12.018>
- Maïga, E.W.H. 2011. "The impact of mother's education on child health and nutrition in developing countries: Evidence from a natural experiment in Burkina Faso." Report No. I15, I25, I28. *African Center for Economic Transformation (ACET)*, Accra, Ghana.
- Makoka, D. 2013. "The Impact of Maternal Education on Child Nutrition: Evidence from Malawi, Tanzania, and Zimbabwe." DHS Working Paper No. 84, ICF International Calverton, Maryland, USA.

- Malapit, H.J.L., E. Sraboni, A.R. Quisumbing and A.U. Ahmed. 2018. “Intrahousehold empowerment gaps in agriculture and children’s well-being in Bangladesh.” *Development Policy Review*, 37:176–203.
- Malapit, H.J.L. and A.R. Quisumbing. 2015. What dimensions of women’s empowerment in agriculture matter for nutrition in Ghana? *Food Policy*, 52: 54–63.
- Malapit, H.J.L. and A.R. Quisumbing. 2014. *What Dimensions of Women’s Empowerment in Agriculture Matter for Nutrition-related Practices and Outcomes in Ghana?* IFPRI Discussion Paper No.1367. International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington D.C., USA. Available at: <https://ssrn.com/abstract=2486810>
- Malapit, H.J.L., E. Sraboni, A.R. Quisumbing and A. Ahmed. 2015a. Gender Empowerment in Agriculture and Children’s Well-Being in Bangladesh. IFPRI Discussion Paper 01470, International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- Malapit, H.J.L., S. Kadiyala, A.R. Quisumbing, K. Cunningham and P. Tyagi. 2015b. “Women’s empowerment mitigates the negative effects of low production diversity on maternal and child nutrition in Nepal.” *The Journal of Development Studies*, 51(8): 1097–123. Available at: <https://doi.org/10.1080/00220388.2015.1018904>
- Malapit, H., A.R. Quisumbing, R. Meinzein-Dick, G. Seymour, E.M. Martinez, J. Heckert, D. Rubin, A. Vaz and K.M. Yount. 2019. “Development of the project-level Women’s Empowerment in Agriculture Index (pro-WEAI).” *World Development*, 122: 675–69.
- Malhotra, A., S.R. Schuler, and C. Boender. 2002. “Women’s empowerment as a variable in international development.” Background Paper for the World Bank Workshop on Poverty and Gender: New Perspectives, Washington D.C: World Bank.
- Malik, K. 2014. Human Development Report 2014. *Sustaining Human Progress: Reducing Vulnerabilities and Building Resilience*. United Nations Development Programme (UNDP), New York, USA. <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-report-en-1.pdf>
- MoH (Ministry of Health). 2020. “Enquête Nutritionnelle Nationale 2019.” Rapport final Smart 2019, Ministère de la Santé, Burkina Faso (February 2020).
- Murphy, E., L.L. Oot and K. Sethuraman. 2017. *USAID Office of Food for Peace Food Security Desk Review for Burkina Faso*. United States Agency for International Development (USAID), Washington, D.C.: FHI 360/FANTA.
- Njuki, J., J.R. Parkins, A. Kaler and S. Ahmed. 2016. “Gender, agriculture and food security: Where are we? In J. Njuki, J. R. Parkins and A. Kaler, eds, *Transforming Gender and Food Security in the Global South*, Routledge Studies in Food, Society and the Environment, International Development Research Center, London and New York.
- Nordman, C.J. and S. Sharma. 2016. “The power to choose: Gender balance of power and intra-household educational spending in India.” WIDER Working Paper 2016/ 61. UNU-WIDER, Helsinki (May 2016). Available at: <https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2016/104-8>.
- Ouédraogo, M., O. Ouédraogo, U. Zongo, S. Kabore, E.A. Bambara and D. Sanou. 2020. “Nutrition situation of Burkina Faso: A narrative review”. *North Africa Journal of Food and Nutrition Research. Special Issue*, 04(09): S36–S45. Available at: <https://doi.org/10.5281/zenodo.4286605>
- Pandey, V.L., S.M. Dev and U. Jayachandran. 2016. “Impact of agricultural interventions on the nutritional status in South Asia: A review.” *Food Policy*, 62: 28–40. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2016.05.002>.

- Peterman, A., J. Behrman, and A. Qisuumbing. 2010. *A Review of Empirical Evidence on Gender Differences in Nonland Agricultural Inputs, Technology, and Services in Developing Countries*. IFPRI Discussion Paper No. 975, International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, D.C.
- PNDES (National Plan for Economic and Social Development). 2016. "Transformer le Burkina". National Plan for Economic and Social Development (PNDES 2016-2020), Burkina Faso.
- PNN. 2016. Politique Nationale de Nutrition. Ministère de la Santé, Burkina Faso. Available at : <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/bkf172927.pdf>
- PNSAN. 2013. "Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (version finale)". Burkina Faso. Available at: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/bkf141993.pdf>
- Pradeep, M.D. and Deeksha. 2016. "Multi-dimensional approach for empowerment-effective strategies to face problems and challenges of women in India." *International Journal of Scientific Research and Modern Education (IJSRME)*, 1(1):744-755. Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=2817267>
- PSSAR. 2017. "Plan Stratégique pour les Statistiques Agricoles et Rurales du Burkina Faso (PSSAR-BF 2016–2020)." Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques, Burkina Faso.
- Qisuumbing, A.R. 2003. "What have we learned from research on intrahousehold allocation?" In A.R. Qisuumbing, ed., *Household Decisions, Gender, and Development: A Synthesis of Recent Research*. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- Qisuumbing, A.R. and J.A. Maluccio. 2003. "Resources at marriage and intrahousehold allocation: Evidence from Bangladesh, Ethiopia, Indonesia, and South Africa." *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 65(3): 283–327.
- Qisuumbing, A. R., and K. Hallman. 2005. "Marriage in Transition: Evidence on Age, Education, and Assets from Six Developing Countries." In *The Changing Transitions to Adulthood in Developing Countries: Selected Studies, Panel on Transitions to Adulthood in Developing Countries, Committee on Population, Division of Behavioral and Social Sciences and Education*, edited by C. B. Lloyd, J. R. Behrman, N. P. Stromquist, and B. Cohen. Washington, DC: National Academies Press.
- Radhakrishna, R., and C. Ravi. 2004. "Malnutrition in India: Trends and Determinants." *Economic and Political Weekly*, Vol. 39, No. 7, pp. 671–676.
- Ruel, M. and H. Alderman. 2013. "Nutrition sensitive interventions and programmes: how can they help accelerate progress in improving maternal and child nutrition?" *Lancet*, 382(9891): 536–51.
- Samman, E. and M.E. Santos. 2009. "Agency and Empowerment: A review of concepts, indicators and empirical evidence." OPHI Research Paper 10a, Oxford Poverty & Human Development Initiative (OPHI), University of Oxford.
- Santoso, M. V., R. B. Kerr, J. Hoddinott, P. Garigipati, S. Olmos, and S.L. Young. 2019. "Role of women's empowerment in child nutrition outcomes: A systematic review". *Advances in Nutrition*, 10:1138–1151. doi: <https://doi.org/10.1093/advances/nmz056>.
- Scantlan, J. and A. Previdelli. 2013. "Women's empowerment and childhood malnutrition in Timor-Leste: A mixed-methods study." Portland, Oregon: Mercy Corps, 1, 1–53.
- Schmidt, E.M. 2012. "The effect of women's intrahousehold bargaining power on child health outcomes in Bangladesh." *Undergraduate Economic Review*, 9(1), Art. 4.

- Seebens, H. 2011. “Intra-household bargaining, gender roles in agriculture and how to promote welfare enhancing changes.” ESA Working Paper No. 11–10. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), Rome, Italy.
- Sharaunga, S., M. Mudhara and A. Bogale. 2019. “Conceptualisation and measurement of women's empowerment revisited”. *Journal of Human Development and Capabilities*, 20(1): 1–25. DOI: 10.1080/19452829.2018.1546280
- Shiwakoti, R., M. Devkota and R. Paudel. 2017. “Women’s empowerment and nutritional status of their children: A community-based study from villages of Bhaktapur District, Nepal.” *Universal Journal of Public Health*, 5(1): 8–16. Available at: <https://doi.org/10.13189/ujph.2017.050102>
- Shroff, M.R., P.L. Griffiths, C. Suchindran, B. Nagalla, S. Vazir and M.E. Bentley. 2011. “Does maternal autonomy influence feeding practices and infant growth in rural India?” *Social Science & Medicine*, 73(3): 447–55.
- Smith, L.C., U. Ramakrishnan, A. Ndiaye, L. Haddad, and R. Martorell. 2003. “The importance of women’s status for child nutrition in developing countries.” Research Report No. 13. International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, D.C.
- Sraboni, E., H.J. Malapit, A.R. Quisumbing and A.U. Ahmed. 2014. “Women’s empowerment in agriculture: What role for food security in Bangladesh?” *World Development*, 61: 11–52. Available at: <http://dx.doi.org/10.1016/j.worlddev.2014.03.025>
- Strauss, J. 1986. “Does better nutrition raise farm productivity?” *Journal of Political Economy*, 94(2): 297–320.
- Strauss, J., G. Mwabu and K. Beegle. 2000. “Intrahousehold allocations: A review of theories and empirical evidence.” *Journal of African Economies*, 9:83–143.
- The Hunger Project (THP). 2016a. The Women’s Empowerment Index. New York, USA.
- The Hunger Project (THP). 2016b. “Learning from the Women’s Empowerment Index: Case studies on the income and time domains.” School of International and Public Affairs (SIPA) Workshop Team 2015–2016, Columbia University New York, USA.
- Thomas, D. 1994. “Like father like son: Like mother like daughter: Parental resources and child health.” *Journal of Human Resources*. 29(4): 950–88.
- Thomas, D. 1990. “Intrahousehold resource allocation – An inferential approach.” *Journal of Human Resources*, 25(4): 635–64.
- Udry, C. 1996. “Gender, agricultural production, and the theory of the household.” *Journal of Political Economy*, 104: 1010–46.
- Udry, C., J. Hoddinott, H. Alderman and L. Haddad. 1995. “Gender differentials in farm productivity: Implications for household efficiency and agricultural policy.” *Food Policy*, 20(5): 407–23.
- UN (United Nations). 2017. “The sustainable development goals report 2017.” United Nations, New York.
- UN (United Nations). 2010. “The world’s women 2010: Trends and statistics.” UN Department of Economic and Social Affairs, New York.
- UNECA (United Nations Economic Commission for Africa). 2017. “Measuring gender equality and women’s empowerment in Africa.” African Gender and Development Index Regional Synthesis Report, Addis Ababa.

- UNICEF. 2019. "The state of the world's children 2019. Children, food, and nutrition: Growing well in a changing world. UNICEF, New York.
- UNICEF (United Nations Children's Fund). 2011. "Gender influences on child survival, health, and nutrition: A narrative review." Liverpool School of Tropical Medicine and UNICEF, New York.
- UNDP. 2019. "Human development report 2019: Beyond income, beyond averages, beyond today: Inequalities in human development in the 21st Century." United Nations Development Programme (UNDP), New York.
- UNSCN. 2014. "La contribution à la nutrition des politiques alimentaires et agricoles : Synthèse de huit études de cas nationales." United Nations System, Standing Committee on Nutrition, Geneva, Switzerland.
- USAID (The United States Agency for International Development), USAID 2018. "Burkina Faso: Nutrition Profile." Available at: <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1864/Burkina-Faso-Nutrition-Profile-Mar2018-508.pdf>.
- Van den Bold, M., A.R. Quisumbing and S. Gillespie. 2013. *Women's Empowerment and Nutrition: An Evidence Review*. IFPRI Discussion Paper No. 1294. International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington D.C. <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/127840>.
- Vanderkooy A., R. Verstraeten, E. Becquey, A. Dogui Diatta, E. Buttarelli, L. Diop and M. Touré. 2019. "Nutrition policy in Burkina Faso (Transform nutrition West Africa." Evidence Note #1). International Food Policy Research Institute (IFPRI), Dakar, Senegal.
- Webb, P. 2013. "Impact pathways from agricultural research to improved nutrition and health: Literature analysis and research priorities." The Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and World Health Organization (WHO), Rome, Italy.
- Webb, P. and S. Block. "2004. Nutrition Information and Formal Schooling as Inputs to Child Nutrition." *Economic Development and Cultural Change*, 801–820.
- Wekwete, N.N. 2014. "Gender and economic empowerment in Africa: Evidence and policy." *Journal of African Economies*, 23(Suppl_1): i87–i127. DOI: doi:10.1093/jae/ejt022
- WFP (World Food Programme). 2014. "Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN)." World Food Program (WFP), Vulnerability Analysis and Mapping (VAM) Unit, Rome.
- WHO (World Health Organization) Multicentre Growth Reference Study Group. 2006. "WHO child growth standards: Length/height-for-age, weight-for-age, weight-for-length, weight-for-height and body mass index-for-age: Methods and development." World Health Organization, Geneva.
- Wouterse, F. 2016. "Empowerment and Agricultural Production Evidence from Rural Households in Niger." IFPRI Discussion Paper No. 01509. International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington D.C.
- Yount, K.M., Y.F. Cheong, L. Maxwell, J. Heckert, E.M. Martinez, and G. Seymour. 2019. "Measurement properties of the project-level Women's Empowerment in Agriculture Index." *World Development*, 124, 19pp DOI: <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104639>



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org